
SORTIR DE L'EURO FERA BAISSER NOTRE DETTE

Les partisans de l'euro « à tout prix » martèlent une contre-vérité pour tenter de faire peur aux Français et les dissuader de choisir le changement : la sortie de l'euro serait à l'origine d'une envolée de notre dette publique.

Nicolas Sarkozy a même évoqué un « doublement ou un triplement » de la dette...

Il faut sortir du mensonge et de la manipulation.

Cette question a été étudiée par des économistes sérieux, qui proposent des conclusions beaucoup plus positives :

1 • De quoi parle-t-on ?

L'augmentation de la dette serait la conséquence de la part de notre dette publique détenue par des étrangers (des « non-résidents »). Cette part est en France de 65%.

Le recours à un nouveau franc et sa nécessaire dévaluation de 20 à 25% nous obligeraient donc à rembourser cette part extérieure de la dette libellée en euros avec une monnaie dévaluée.

Un rapide calcul, notamment réalisé par l'économiste Jean-Jacques Rosa dans une étude publiée en juillet 2010 sur son blog, permet de conclure que la hausse de la dette publique serait comprise entre 11 et 14 points de PIB (dette publique : 85% du PIB ; dette publique détenue par des non-résidents : 55% du PIB ; dévaluation de 20 à 25% = 11 à 14 points de PIB).

C'est certes une hausse, mais limitée, très inférieure à la hausse sous le mandat Sarkozy (22 points de PIB), évidemment très loin du « doublement ou triplement » agité pour faire peur. Elle mènerait notre dette publique à un niveau encore très inférieur aux niveaux italien, belge ou japonais, par exemple.

Notons au passage que la part importante des non-résidents dans la dette française est en soi un grave problème, que seul le projet du Front National étudie et propose de solutionner (cf lien à la fin de ce document).

Il y a 10 ans, les non-résidents ne détenaient que 30% de la dette publique française, et cette part est même inférieure à 5% au Japon.

2 • En outre, cette hausse limitée de la dette n'est pas du tout une certitude

En effet, la sortie de la France, peut-être au même moment que d'autres pays de la zone euro, se traduirait probablement par une disparition de la monnaie unique.

Dans ce cas, la France serait en position de force pour négocier avec ses créanciers la conversion de la part extérieure de notre dette en nouveaux francs. La hausse de la dette est ici égale à zéro.

3 • La dette augmentera beaucoup plus vite si nous nous acharnons avec l'euro

Les plans de « sauvetage » actuels, à destination de la Grèce (110 milliards en 2010 et 100 milliards nouveaux promis), de l'Irlande (85 milliards d'euros) et du Portugal (78 milliards d'euros) sont extrêmement coûteux et parfaitement inutiles.

Non pas destinés à sauver les peuples, ils visent à sauver l'euro, « jusqu'au dernier Grec vivant » comme l'ont exprimé certains observateurs.

La France participe à ces plans à hauteur de 20%, ce qui représente des dizaines de milliards d'euros à verser dans les années qui viennent, et peut-être bien davantage encore si l'Espagne et l'Italie tombent comme nombre d'experts le redoutent.

En jetant ces milliards dans le trou des dettes de pays qui souffrent du carcan de l'euro, la France accroît considérablement sa propre dette publique, pour rien. Il faut donc sortir de cette politique dogmatique et irresponsable.

4 • La sortie de l'euro, c'est plus de croissance et moins de dette

Enfin, la dévaluation compétitive permise par une sortie de l'euro relancera très fortement l'économie et l'emploi, et abaissera rapidement la dette.

L'économie française a d'urgence besoin d'une monnaie moins chère, pour lutter contre les délocalisations qui se multiplient, et entamer un plan de réindustrialisation.

La dévaluation compétitive de la nouvelle monnaie, et la conduite d'une politique monétaire plus finement adaptée à nos besoins, permettra cette bouffée d'oxygène, source de croissance, d'emploi, de pouvoir d'achat.

C'est uniquement dans ces conditions que nous serons en mesure de rembourser notre dette publique. A la fin des années 1990 et au début des années 2000, quand la croissance économique française dépassait 3% par an, la dette commençait de baisser en proportion du PIB.

Il faut donc sortir du dogmatisme au sujet de l'euro.

Les faux-arguments agités par l'UMP et le PS, soutenus par les entreprises du CAC 40 et les grandes banques qui tiennent à l'euro (cf cette tribune récemment signée dans Le Monde : http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/20/la-crise-europeenne-est-une-crise-de-la-dette-pas-de-l-euro_1538337_3232.html), ne doivent tromper personne.

Quand Nicolas Sarkozy se permet de donner des leçons sur la dette, il oublie son très mauvais bilan : sous son mandat de 2007 à 2011, la dette française a augmenté de 350 milliards d'euros, soit davantage que sous n'importe quel président de la République...

Une analyse raisonnable des faits permet de conclure à un impact très positif d'une sortie programmée de l'euro sur notre économie et sur le niveau de la dette.

Si les économies de la zone euro sont aujourd'hui les plus fragilisées au monde, et si elles sont les unes après les autres confrontées à la crise de la dette, c'est justement parce qu'elles traînent comme un boulet une monnaie unique, « contresens économique ».

Anticipée, organisée, négociée, la sortie de l'euro est un projet d'espérance, l'une des conditions du redressement de la France et de l'Europe.

Retrouvez les grandes orientations du projet économique du Front National : http://www.frontnational.com/?page_id=6775